

195. Droits de la veuve sur les biens de feu son mari

1664 juillet 2 a. s. Neuchâtel

Précisions sur les droits d'usufruit ou de propriété d'une veuve sur les biens de feu son mari et dont les enfants sont aussi décédés par la suite.

Ce qu'une vefve peut avoir en jouissance sur les biens de feu son mary qui a
laissé un fils qui est mort quatre ou cinq ans apres le pere. Plus ce qu'elle peut
pretendre sur les accroissances.

Sur la requeste du sieur Pierre Cornu, juré en la justice de Boudevillier, & ses
consors par devant monsieur le maistre bourgeois & Conseil Estroit de la Ville
de Neufchastel le 2 de juillet 1664 [02.07.1664], tendante aux fins d'avoir les
points de coustumes suivans.

Premierement, scavoir mon en quoy & surquoy la vefve de feu Abraham
Cornu de l'Espine^{a1} peut avoir en jouissance sur les biens de feu son mary
qui a laissé un fils, lequel est mort 4 ou 5 ans apres le decez du pere.

Secondement, ce qu'elle peut pretendre & avoir en sa part des accroissances.

Mesdits sieurs du Conseil eu adviz & meure premeditation par ensemble don-
nent par declaration que suivant la coustume usitée en la souveraineté dudit
Neufchastel de pere à fils, & de tout temps immemorial jusqu'à present la cou-
stume estre telle.

Assavoir, que quand le mary & la femme ont esté an & jour par ensemble
ayants eu des enfans de leur mariage, & sur ce le pere meurt laissant lesdits
enfans eus de sadite femme, icelle voulant partir avec sesdits enfans ou leurs
heritiers, alors ladite mere & lesdits enfans ou heritiers partissent esgallement
l'heritage soyent meubles ou immeubles du deffunt autant l'un que l'autre, soit
tant l'ancien heritage que les accroissances / [fol. 461r] que lesdits pere et mere
avoient fait par ensemble, à telle condition que quand à ce qui attouche la moi-
tié de l'ancien heritage que pourra avoir retiré ladite femme d'avec ses enfans ou
leurs heritiers, elle la doit tenir ^bseulement sa vie durant par usement, moyen-
nant un inventaire qui en sera dressé, sans que aucunement elle la puisse ny
doige vendre, engager ny aliener hors de ses mains, sinon que ce fust par co-
gnoissance de justice, ou par nécessité cogneue, & après le decez de ladite mere
revient entierement esdit enfans ou heritiers d'iceux, sans qu'elle la puisse don-
ner à personne quelconque.

Et quant à la moitié des biens des accroissances qu'avoit retiré ladite mere,
la coustume est telle, que de la moitié d'icelle moitié qu'est la quarte partie, elle
en pourra faire son bon plaisir, & l'autre quarte partie devra reunir franchement
esdits enfans ou à leurs heritiers apres le decez de ladite mere, sans la debvoir
allier sinon en cas de nécessité & par cognoissance judiciaire.

Ce qu'a esté ainsi passé, conclud & arresté les an & jour que devant, & ordonné à moy secretaire de Ville l'expedier en ceste forme sous le seel de la mayorie & justice dudit Neufchastel & signature de ma main.

Pour copie extraite sur le vray original signé de ma main, Maurice Tribolet
5 & sur icelle colationné la presente par moy notaire.
[Signature :] Nicolas Huguenaud [Seing notarial]

Original : AVN B 101.14.001, fol. 460v–461r ; Papier, 23.5 × 33 cm.

^a Corrigé de : Lospine.

^b Suppression par biffage : faire.

- ¹⁰ ¹ Cet ajout a été porté par une branche de la famille durant plusieurs générations. Il provient apparemment d'un lieu-dit introuvable, faisant référence à des biens possédés en invision par deux frères de la famille. Ces biens étaient désignés « en l'Espine ». Voir Pettavel, Jean, *Le famille Cornu*, in : *Le généalogiste suisse* 23 (1956), Heft 3–4, p. 47.